L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: No. 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 6 JUILLET 1863

Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 6 JUILLET.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le Shérif—A la Bourse des Négociants et des Encaissements, un terrain avec bâtisses, dans le Nouveau faubourg Marigny, Troisième District—un terrain avec bâtisses dans le Second District—un terrain avec bâtisses, au faubourg Montégut et un autre au faubourg Washington, tous deux au Troisième District—un terrain avec bâtisses dans le Quatrième District.

Par J. G. Baum, constable—au coin des rues Chartres et Esplanade, drays, charrettes, &c.

Par H. H. McLean—rue Gravier No 64, des meubles, de l'argenterie, des gravures &c.

Par J. B. Crozat—au coin de Chartres et Promenade Carondelet, le contenu d'un café, meubles, &c.

Par Hoffman & Marks—rue de Chartres, No 41, marchandises sèches et vêtements.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 41—marchandises sèches et vêtements.

Par R. T. Montgomery, à 11 heures, dans la rue du Camp, No 93—farine, plats-côtes ribbed, whiskey, eau-de-vie, &c.

La presse de Richmond et la politique des Copperheads.

Nous trouvons reproduit dans le *New York Herald* du 21, l'article suivant du *Richmond Enquirer*, qui expose les vues de ce journal, sur les tendances pacifiques, très prononcées d'une fraction du parti démocrate au Nord. Le *Richmond Enquirer* est l'ancien journal officiel du parti démocrate en Virginie. L'article en question est plus qu'un exposé, c'est un jugement, et à ce titre il mérite l'attention. Nous le reproduisons textuellement, tel qu'il nous est arrivé par la voie des journaux du Nord, car les feuilles du Sud que nous avons reçues, n'en ont pas parlé.

Dans deux années.

Dans deux ans, comme beaucoup de gens l'espèrent, nous pouvons avoir la paix,.... à la condition de continuer à battre et repousser l'ennemi qui nous envahit. La démocratie du Nord s'agite certainement et se prépare à une nouvelle lutte (celle du scrutin) dans la grande question des dépouilles, ou, suivant son langage, pour la grande cause de la liberté constitutionnelle. Ces démocrates commencent évidemment à dresser une plate forme de paix pour la prochaine élection présidentielle et s'ils ont la chance d'être aidés et soutenus par des désastres de plus en plus sérieux de l'armée fédérale, il n'est pas douteux que ceux qui devront actuellement les dites dépouilles à Washington ne soient bientôt assez discrédités et de plus pour que le parti de l'ennemi soit mûr pour une réunion pacifique électorale.

Il est sincèrement à espérer que ces ardents champions de la liberté constitutionnelle seront aidés et soutenus, suivant leurs désirs et leurs constantes vœux par les vrais champs de bataille et c'est le premier devoir de nos patriotes de donner à la démocratie ce secours et ce soutien.

Il nous importe peu que ce soit l'une ou l'autre fraction qui devore les dépouilles, et il nous importe peu aussi qu'en renouvelant cette liberté constitutionnelle dont ils ont fait il dans leur poursuite effrénée de la conquête du Sud et du pillage. Mais il est de la plus grande importance pour nous d'ajouter un stimulant à la désaffection parmi les fédéraux envers leur gouvernement, et à la dénomination et à la défiance croissante de la guerre de plus en plus abandonné de Dieu. Nous ne pouvons le faire que d'une seule manière, en détruisant leurs armées et en portant la guerre dans leurs propres foyers. Alors, très certainement, les principes conservateurs constitutionnels auront leur empire, la plate forme de paix auront leurs artisans, les arrestations arbitraires deviendront odieuses et l'*habeas corpus* sera cette même prime. C'est là la seule manière pour nous de les sauver. En ce sens et dans cette mesure, les démocrates du Nord sont vraiment notre alliés et nous nous efforcerons de remplir nos devoirs envers eux.

Mais ils attendent évidemment un secours d'une espèce différente. Sans aucun doute ils sont enfiévrés pour le moment de l'aide qu'ont leur offert les Armées confédérées. Chancellorsville a été pour eux une bonne aubaine; le Pendant Port Hudson est une planche tout entière pour leur plate forme. Ils comprennent dépendant que quelles que soient les défaites de leurs armées, et quels que soient les résultats qui découlent de la politique de guerre de Lincoln, tout cela, cependant, peut leur fournir dans leur parti les dépouilles, ainsi que les mêmes de la démocratie et pour restaurer la Constitution de leurs pères.

Toutefois, en définitive, ils leur donneraient jamais un président démocrate et un cabinet hétérogène à la paix, dès qu'ils auraient mis de nouvelles administration abolitionniste, à la nomination d'un chef-lieu certaine de guerre et d'un nouveau commandant en chef, et à un conseil, dont un programme légèrement modifié pour l'amenant quelque de la réunion. Ces équipes auront avec elles, après quelques mois de tendu, vraisemblablement de plus dans l'ombre de l'opposition, elle ont maintenant une prépondérance numérique et dédées qu'ils se se composent à ce pouvoir avec les armes de la mort. Les démocrates, ils ne peuvent absolument rien faire sans le Nord, mais qu'ils ne peuvent se passer de l'aide de la Confédérée, et ils ne peuvent se faire à l'idée que nous réfléchissons de nous joindre à eux dans une grande campagne présidentielle, pour un président démocrate avec une plateforme de paix et la cessation de toute guerre. De fait, ces deux ans de guerre écoulée et les deux ans de guerre à venir ne sont à leurs yeux qu'une campagne présidentielle, un peu plus vive seulement qu'à l'ordinaire.

Cela explique les meetings de paix de Vallandigham à New York et dans le New Jersey et les "malles déclarations" de M Horatio Seymour et d'autres patriotes. N'oublions pas, où Fernando Wood, écrivant au meeting de Philadelphie, que ceux qui commettent de tels outrages comme l'abolitionnisme et le bannissement de Vallandigham, le font comme une mesure nécessaire de guerre. Il faut donc frapper la cause en nous déclarant pour la paix contre la guerre.

Cela convient bien si une déclaration de paix pareille pouvait contribuer en quelque manière au retour de la paix. Si un homme qui tomb d'une tour pourrait sauver sa chute en parlant contre elle, alors la déclaration des démocrates pourrait avoir quelque utilité. Eu l'état, elle ressemble au prononcement emphatique de M. Washington Hunt:—" Proclamons sur le tout de nos maisons qu'aucun citoyen de New York ne sera arrêté sans le jugement du jury."—Il est inutile de claironner ce que le monde sait être un non-sens. Voyez plutôt cette résolution du meeting du New-Jersey:

Résolu que dans la saisie illégale et le bannissement de l'honorable C. L. Vallandigham les droits de notre pays ont été outragés par les Etats-Unis terrat et les droits de chaque citoyen menacés et que c'est maintenant le devoir d'un peuple respectant la légalité de demander à l'administration de se désister pour toujours de tels actes de despotisme.

Les membres que Sterne vit dans une cage, dit seulement: "Je ne puis sortir"—Il aurait été plus "fier" de dire: "Je demande à sortir et je prendrai du haut des toits que je sortirai."

Une autre résolution du New Jersey jette un jour instructif sur tout ce mouvement et son objet:

"Résolu que nous renouvelons notre attachement à l'union, engageons à ses amis, partout où ils se trouvent, hors intolérable souffrance et jurons à ses ennemis, partout où ils peuvent être, notre éternelle hostilité et que, Dieu aidant, nous soutiendrons la Constitution et les lois de notre pays et leur sous leur bouclier sacré défendrons notre liberté et nos droits, pacifiquement si nous pouvons, et avec la force s'il le faut."

Ce membre de phrase, *partout où ils se trouvent*, implique qu'il y a des amis de l'Union dans cette confédération, et la résolution leur promet le soutien de la démocratie du New Jersey, non seulement sans un équivalent en retour.

Au même meeting, le général Fitz John Porter adressa une lettre où il se déclare, naturellement, pour la Constitution contre le despotisme, et il ajoute:

"Le lutte armée, cependant, ne sera pas nécessaire. Le moyen certain et pacifique consistera dans la bonne au scrutin. Soyons calmes et patients. Nous avons la solution dans nos mains."

Le général Fitz John sait très bien que le représente pas dans leurs mains, à moins que le Nord ne commette à jeter ses votes dans la même boîte; et c'est pour cela seulement que l'hommes démocratique est amorcé avec la "paix!" Mais dans le discours du sénateur Wall de New Jersey, devant un club démocratique de Philadelphie, il y a un passage qui jette beaucoup mieux le plan démocrate qu'aucun autre que nous ayons vu. Le voici:

"La conquête ou l'annihilation étant également impossible je suis en faveur d'une cessation immédiate d'hostilités et pour un armistice, jusqu'à ce les passions puissent se calmer et la voix majestueuse de la raison puisse se faire entendre. Quand le calme sera revenu je voudrais qu'on demandât à ceux qui sont en armes contre nous, ce qu'ils désirent et qu'on les invitât au nom de la sauvegarde commune et d'une humanité commune, à coopérer dans un plan de réconciliation et de reconstruction par lequel les sections pourraient s'unir sur une plate-forme basée, plus où les questions qui nous ont divisés si longtemps, pourraient être tranchées seulement régler et chaque section, en vertu de la grandeur développée de cette guerre, profiter de l'expérience acquise. Il est juge que les opinions sont limitées et les préjugés sont trop obstinés et que les exaspérations de cette guerre ont été trop profondes pour s'effacer sur la base de la réconciliation ou de la reconstruction, je suis sûr que la séparation est inévitable et la fécondité fructueuse impossible.

Voilà tout le plan: "Un armistice et ensuite une invitation à coopérer dans un arrangement." Pendant l'armistice, ils oublieront que la voix calme et majestueuse de la raison se fera entendre. Ils oublieront que chaque section a quelque chose de considérable à jeter sur le tapis, avec des chances différentes. M Wall s'efforcerait d'apprendre ce nous "ne sont pas demandé."

"Il serait du goût à nous accorder tout ce qui serait raisonnable, mais ce que nous réclamons ne sont que vos armes de guerre pour notre sol, que vous laissiez les Etats frontières libres de décider de leur destinée, que vous reconnaissiez tous nos forts et toutes nos villes, alors M. Wall, s'écriera: "Eh quoi! appelez-vous cela la voix calme et majestueuse de la raison? Est-ce là votre sentiment commun de christianisme? Je dirait quand je parlais de la voix calme et majestueuse de la raison, je voulais dire "argent". Parlons raisonnablement—Quelle dose de christianisme commun voulez vous prendre?

En vain un fil et est il cité du a la vue de l'ennemi. Nous les envoyerons bien ainsi que les amis de l'Union, partout où ils se trouvent. Nos vues vont un peu plus loin que les leurs. Nous avons à désorganiser et à démembrer si bien la société dans leur pays que bientôt ils se plongeront dans la révolution armée et l'anarchie. Nous conchons sur leur botte aux arrêtés. Nous ne nous inquiétons pas de ce qu'ils demandent sans leur résolution ni de ce qu'ils proclament ou veulent proclamer sur les toits. Nous ne croyons pas qu'ils aient le pouvoir d'obtenir seulement un armistice dans deux années. Si un armistice était offert, en vérité, et que les troupes fussent retirées du Sud, nous n'y mettions pas obstacle assurément et nous saurons en tirer un bon parti.

Mais, nous vous en prévenons, vous insultez d'armistice! Pendant la suspension des hostilités tous les négociations devraient être faites de gouvernement à gouvernement. Nos lignes devraient être mieux garnies que jamais. Pas de relations ou de fraternisations par des conférences publiques ou privées; pas de transactions avec "la voix calme et majestueuse de la raison"; pas d'initiations secrètes avec le "christianisme commun" de Wall.

Mais d'armistice, il n'y en aura pas et nous en sommes charmés. Notre indépendance souveraine est déjà gagnée et payée avec les trésors d'un sang de braves. Il ne sera pas revendu par des colporteurs, pour servir à l'édification d'une plate-forme yankee ou démocratique.

Les philantropes anglais

Et les aborigènes de l'Algérie.

On retrouve partout et à propos de tout la soi-disant philantropie anglaise. Voici ce que nous lisons dans un des derniers numéros du *Constitutionnel*:

L'Empereur a reçu hier matin une députation de la société anglaise instituée pour la protection des aborigènes, qui a présenté à Sa Majesté, à l'occasion des dernières mesures relatives à l'Algérie, une adresse de félicitations ainsi conçue:

A Sa Majesté Impériale Napoléon III, Empereur des Français.

" Plaise à Votre Majesté!

" Avant d'oser nous adresser à elle au sujet de ses sujets arabes, nous devons lui faire connaître que la Société pour la protection des aborigènes, au nom de laquelle nous parlons, fut fondée par feu sir Thomas Fowel Buxton, il y a plus d'un quart de siècle, afin de protéger les droits des indigènes des colonies britanniques, droits trop souvent sacrifiés ou mis en péril par les agressions de la colonisation moderne et par un manque de tact et d'esprit de conciliation de la part des gouvernements européens en présence de races qui, bien qu'à demi civilisées, ont en général un vif sentiment de mal et une juste idée de ce qu'on leur doit en leur qualité de propriétaires primitifs du sol.

" Quoique notre attention, comme société anglaise, ait été plus particulièrement dirigée vers la condition et le traitement des diverses populations indigènes de l'empire britannique, nous n'avons cessé de prendre un grand intérêt en faveur des plus faibles races du genre humain, toutes les fois qu'elles se sont trouvées en contact avec des Européens. En conséquence, nous avons de temps en temps, observé avec satisfaction les progrès de la colonisation française en Algérie, par rapport aux Arabes dont tant de milliers se trouvent parmi les sujets de Votre Majesté. Sous ce rapport, ce fut avec un véritable plaisir que nous lûmes le discours de Votre Majesté au souverain de l'Algérie datée du 20 octobre dernier, où vous posiez des principes qui répandront de la gloire sur le gouvernement de Votre Majesté, et feront honneur au siècle dans lequel nous vivons. Vous dites que, sur les côtes de l'Afrique septentrionale, vous vous considérez moins comme le représentant d'une forme française que comme celui d'un royaume arabe, et que vous désirez épargner à ce peuple ancien le sort des Indiens d'Amérique, en leur assurant la jouissance de leurs terres par un titre inviolable.

" La grande charte ainsi mise dans un sens plus vrai le lou lement de la Société qui nous représente, et nous nous la présentons à Votre Majesté à S. Exc. le duc de Malakoff n'est la charte des droits des Arabes. Cette expression remarquable des vues justes et généreuses de Votre Majesté, avec les mesures efficaces qui en sont la base qui ont été adoptées depuis par le Sénat français, ne peut manquer de donner confiance en la sagesse des Arabes, d'assurer leur établissement et leur civilisation, et d'être le gage le plus sûr de la paix future de pays.

" Tels sont nos sentiments, et nous désirons humblement, en la faveur de la Société que nous représentons, d'être autorisés à exprimer à Votre Majesté notre reconnaissance et notre profond admiration pour la politique bienveillante qu'elle nous a inspirée, nous avons la ferme espérance que les intérêts en sera et pas plus satisfaisants, pour les sujets français que pour ceux de Votre Majesté, et que les mêmes sont confiées à la sagesse de Votre Majesté."

UNE INSURRECTION A HAITI.

Des correspondances de l'île d'Haïti parlent d'un mouvement insurrectionnel, préparé par le général Aimé Legros, qui, le 4 juillet, devait éclater. Voici, au reste, les détails que nous trouvons sur cette folle tentative dans une lettre, datée de Port au Prince, 8 mai:

Parti de Port au Prince, le dimanche 3 mai, le général Aimé Legros était, le 5, dans la plaine de l'Artibonite, dont il est le chef-lieu de la population, après avoir fait battre la générale et tirer le canon d'alarme. Il exposait à grille aux habitants de ce quartier et reçut leur adhésion sincère ou simulée. Il poussa ensuite une pointe sur la petite rivière à quelques lieues de Saint-Marc. Mais là, il ne trouva pas les chefs qu'il avait cru dans une souricière. Ceux-là mêmes qui, il y a quelques moments, venaient de l'accueillir de manière à exciter ses espérances, à flatter sa vanité, changèrent brusquement d'attitude. Ils y furent entraînés par l'exemple des autorités.

Le général Legros fut blessé d'abord, puis on l'assaillit à coups de pierres; atteint à la tête, il est tombé de cheval, et les bâtons ont fait le reste.

C'est le 6 mai, à trois heures du soir, qu'il a été pris. Ainsi, trois jours ont suffi pour anéantir l'influence dont l'avait doté la longue et quelques personnes s'étaient montrées disposées à accorder trop de confiance.

Des troupes ont été envoyées aux Gonaives et à Saint Marc, où doit s'instruire le procès.

Le général C. Alerte est parti le 8 pour aller présider le conseil militaire qui doit le juger. Son accusateur, le général. On ferait, dit-on, justice sommaire; les quelques personnes arrêtées avec Aimé Legros seront jugées en même temps. On compte parmi elles le frère du général Legros surnommé *Coubra*, Bonnelly fils, ceux qui ont la bande au visage, aux Gonaives, un aide de camp de Joseph Lamothe nommé Vincent, qu'on appelle Appel Vieux, et qui remplissait les fonctions de secrétaire général.

(*Patrie.*)

LA FIEVRE JAUNE A NEWBERN.—On rapporte, dit le *Mississippian*, que la fièvre jaune est à Newbern, et que les troupes fédérales quitteraient cette ville pour se retirer à Morehead City.

UN EXPLOIT HARDI.—Du dit dans le *Mississippian*:

Nous apprenons qu'un capitaine de bateau à vapeur, dont le nom nous est pas connu, partis de Memphis il y a quelques semaines, se rendit à Canton, apprit tout ce qu'il lui fut possible de savoir au sujet de l'armée du général Johnston, revint sans un équivalent en retour.

Au même meeting, le général Fitz John Porter adressa une lettre où il se déclare, naturellement, pour la Constitution contre le despotisme, et il ajoute:

" Le lutte armée, cependant, ne sera pas nécessaire. Le moyen certain et pacifique consistera dans la bonne au scrutin. Soyons calmes et patients. Nous avons la solution dans nos mains."

Le général Fitz John sait très bien que le représente pas dans leurs mains, à moins que le Nord ne commette à jeter ses votes dans la même boîte; et c'est pour cela seulement que l'hommes démocratique est amorcé avec la "paix!" Mais dans le discours du sénateur Wall de New Jersey, devant un club démocratique de Philadelphie, il y a un passage qui jette beaucoup mieux le plan démocrate qu'aucun autre que nous ayons vu. Le voici:

"La conquête ou l'annihilation étant également impossible je suis en faveur d'une cessation immédiate d'hostilités et pour un armistice, jusqu'à ce les passions puissent se calmer et la voix majestueuse de la raison puisse se faire entendre. Quand le calme sera revenu je voudrais qu'on demandât à ceux qui sont en armes contre nous, ce qu'ils désirent et qu'on les invitât au nom d'un christianisme commun et d'une humanité commune, à coopérer dans un plan de réconciliation et de reconstruction par lequel les sections pourraient s'unir sur une plate-forme basée, plus où les questions qui nous ont divisés si longtemps, pourraient être tranchées seulement régler et chaque section, en vertu de la grandeur développée de cette guerre, profiter de l'expérience acquise. Il est juge que les opinions sont limitées et les préjugés sont trop obstinés et que les exaspérations de cette guerre ont été trop profondes pour s'effacer sur la base de la reconciliation ou de la reconstruction, je suis sûr que la séparation est inévitable et la fécondité fructueuse impossible.

Voilà tout le plan: "Un armistice et ensuite une invitation à coopérer dans un arrangement." Pendant l'armistice, ils oublieront que la voix calme et majestueuse de la raison se fera entendre. Ils oublieront que chaque section a quelque chose de considérable à jeter sur le tapis, avec des chances différentes. M Wall s'efforcerait d'apprendre ce nous "ne sont pas demandé."

"Il serait du goût à nous accorder tout ce qui serait raisonnable, mais ce que nous réclamons ne sont que vos armes de guerre pour notre sol, que vous laissiez les Etats frontières libres de décider de leur destinée, que vous reconnaissiez tous nos forts et toutes nos villes, alors M. Wall, s'écriera: "Eh quoi! magistrat avait-il prononcé la sentence que Margaret se leva comme mue par un ressort et cria: "Vive Jefferson Davis." Cette manifestation lui a valu trente jours de plus.

M. Gatchell se plaignait d'avoir été insulté par Pat Cogrove et Jno Cahil qui, ajoutait-il, avaient tenu des propos séditieux. Le premier a été condamné à quinze piastres d'amende et le second à dix.

D. Jenkins, qui avait chanté une romance séditieuse, a été envoyé en prison pour un mois.

D. Phillips avait dit à un watchman (un marché) en lui désignant un officier de marine: "Arrêtez le, c'est un menteur", "la chose n'est pas assez d'importance", avait répondu le policeman mais Philip ayant insisté plus énergiquement qu'il ne l'aurait dû, on l'avait emprisonné. Le juge l'a fait relacher après lui avoir fait débourser cinq piastres.

Mike Kerehan a été condamné à quinze piastres. Il avait en les yeux pochés par un soldat qu'il avait appelé un.... qui était venu se battre pour des nègres.

ENQUETES—M. Beach a pratiqué la levée du corps d'Aun Richardson qui est tombée morte sur le trottoir de la rue Girod, près Camp. Elle appartenait à M. Leopold Cluckman. Verdict, maladie de cœur.

Deux autres enquêtes ont été tenues—l'une sur le cadavre d'Andrew Day, esclave de 20 ans, et sur celui de Timothy McMahon, âgé de 26 ans. Le premier est mort de la diarrhée et le second d'intemperance.

MALADE.—L'officier Martin a ramassé, au marché Tchémé, Antonio Tagle qu'il a fait transporter à l'hôpital de Charité.

BATTU PAR DES NEGRES.—Le sergent Lester annonce que M. S. Wemar a été attaqué, samedi soir, à huit heures, par une bande de négres et qu'il a été blessé à la tête.

On croit que l'assaillant s'est servi d'un bâton ou slung shot.

EDITION D'HIER SOIR.

Nouvelles intéressantes,

Extraites du *Jackson Mississippian* du 27 juin

Bombardement de Vicksburg le 23

Les Fédéraux à Panola, Mississippi.

LA GUERRE EN VIRGINIE.

Débarquement de troupes fédéralistes à White House.

Richmond de nouveau menacé.

INCURSION D'IMBODEN DANS LE CUMBERLAND.

Retours électoraux en Virginie.

Bons de coton pour 5 millions à vendre.

Nous avons reçu un exemplaire du *Jackson Mississippian* du 27 juin. Nous publions dans cette édition tout ce que nous y avons trouvé d'intéressant:

Le siége de Vicksburg.

Un courrier est arrivé ici de Vicksburg le [25] à minuit. Il dit que la lourde canonnade commencée à Vicksburg mardi soir à 9 heures, et qui a continué jusque dans la soirée du mercredi, a été entretenue principalement par les gros canons de l'ennemi, sur les fortifications de la ville. Nos canons de siége ont répondu rarement et les canonniers n'y ont pris aucune part. Quelquefois, pendant des heures entières, le bombardement a été acharné et rapide. On ne parle d'aucune perte excepté dans les régiments de l'Arkansas et de la Louisiane; dans ces deux régiments, un officier qui était blessé.

Tous les clubs et maisons de jeu sont présentement fermés jusqu'à nouvel ordre.

Aucun citoyen ou aucune autre personne, excepté la police et les officiers au service des Etats Unis, ou soldats de service en uniforme, ne pourra circuler dans les rues après neuf heures P. M.

W. E. EMORY,
Brigadier général commandant.
W. D. SMITH, lieut. col. A. A. A. G.

QUARTIER GENERAL—DEFENSES DE LA NELLE ORLEANS.
Nouvelle Orléans, 3 juillet 1863.

ORDRES GENERAUX No 19.

Le service de trois ou quatre régiments est requis dans le Département pour un but précis, et des régiments et compagnies seront acceptés à ce quartier-général et enrôlés pour quarante jours.

L'organisation des compagnies et régiments aura lieu conformément aux lois et réglements du gouvernement des Etats Unis. Le gouverneur militaire de l'Etat de la Louisiane ayant consenti, à la requête du général commandant les défenses de la Nouvelle Orléans, à prendre le commandement de cette brigade, adresse cet appel aux citoyens unionistes de la Nouvelle Orléans, afin qu'ils accourent à la défense de leurs foyers, de leur ville bien-aimée, de ce qui a pu en sacré et de cette Union à laquelle ils ont volontairement juré fidélité et allégeance.

Les personnes désirant former des compagnies pour cette brigade, peuvent obtenir les rôles et les instructions nécessaires en s'adressant au capitaine T F Miller, assistant-adjudant général et officier enrôleur, dans la salle No 18, à l'Hôtel de Ville.

Les compagnies ne comptant pas moins de quatre-vingts hommes seront immédiatement acceptées et enrôlées au service des Etats Unis, pour le service spécial ci dessus désigné et les officiers élus par elles seront commissionnés si on les juge convenables et compétents.

Par ordre du brigadier général,
G. F SHEPLEY,
Gouverneur militaire de la Louisiane
JAMES F. MILLER, A. A. G.

Quartier-général des défenses de la Nouvelle Orléans.

Nouvelle-Orléans, 1er juillet 1863.

ORDRES GENERAUX No 17.

A partir d'aujourd'hui, il ne sera permis à aucun bateau particulier de quitter cette ville pour remonter le fleuve, à moins d'une autorisation de ce quartier-général.

Il ne sera permis à aucun bateau, public ou privé, d'atterir sur la rive ouest de ce fleuve, excepté à Donaldsonville, et ce n'est avec autorisation expresse de ce quartier-général.

Par ordre du brigadier-général Emory
W. D. SMITH, lieutenant colonel A. A. A. G.

Nouvelle-Orléans, 3 juillet 1863.

ORDRES GENERAUX, No 18.

Désormais aucune réunion publique, si ce n'est celles qui ont lieu pour le culte religieux, sous la direction d'un prêtre régulier, ne sera permise en cette ville, dans aucun but, sous aucun prétexte quelconque—qu'il s'agisse de blanches ou de nègres—sans le consentement écrit du Commandant des Défenses de la Nouvelle Orléans et il ne sera permis aucun rassemblement de plus de trois personnes dans les rues de la ville. Quand une patrouille rencontrera un plus grand nombre d'individus réunis, elle leur donnera l'ordre de se disperser, et si on n'obéit pas à cet ordre, les dits jusqu'à ce soient arrêtés.

Toutes les buvettes, tous les cafés, magasins et boutiques de toutes sortes seront fermés à huit heures P. M.

Tous les clubs et maisons de jeu sont présentement fermés jusqu'à nouvel ordre.

Aucun citoyen ou aucune autre personne, excepté la police et les officiers au service des Etats Unis, ou soldats de service en uniforme, ne pourra circuler dans les rues après neuf heures P. M.

Par ordre,
W. E. EMORY,
Brigadier général commandant.
W. D. SMITH, lieut. col. A. A. A. G.

QUARTIER GENERAL—DEFENSES DE LA NELLE ORLEANS.
Nouvelle Orléans, 3 juillet 1863.

ORDRES GENERAUX No 19.

Le service de trois ou quatre régiments est requis dans le Département pour un but précis, et des régiments et compagnies seront acceptés à ce quartier-général et enrôlés pour quarante jours.

L'organisation des compagnies et régiments aura lieu conformément aux lois et réglements du gouvernement des Etats Unis. Le gouverneur militaire de l'Etat de la Louisiane ayant consenti, à la requête du général commandant les défenses de la Nouvelle Orléans, à prendre le commandement de cette brigade, adresse cet appel aux citoyens unionistes de la Nouvelle Orléans, afin qu'ils accourent à la défense de leurs foyers, de leur ville bien-aimée, de ce d'apeau sacré et de cette Union à laquelle ils ont volontairement juré fidélité et allégeance.

Les personnes désirant former des compagnies pour cette brigade, peuvent obtenir les rôles et les instructions nécessaires en s'adressant au capitaine T F Miller, assistant-adjudant général et officier enrôleur, dans la salle No 18, à l'Hôtel de Ville.

Les compagnies ne comptant pas moins de quatre-vingts hommes seront immédiatement acceptées et enrôlées au service des Etats Unis, pour le service spécial ci dessus désigné et les officiers élus par elles seront commissionnés si on les juge convenables et compétents.

Par ordre du brigadier général,
G. F SHEPLEY,
Gouverneur militaire de la Louisiane
JAMES F. MILLER, A. A. G.

FEUILLETON.

JEAN DIABLE

PAR PAUL FÉVAL.

LE PROCES CRIMINEL.

II

POULETS-VIERGES.

Le whisky de pommes de terre flambait de tous côtés, mêlant ses âcres parfums à ceux des infâmes odeurs qui avaient rendu l'atmosphère de Jenny Paddock avait repris sa place au comptoir les puits avaient leurs sociétés de joueurs: quelques filettes ivres dansaient toutes seules, jales et hâves, tandis que des enfants rotrimaires tournaient, grouillaient et jouaient dans la boue, ça et là, des vieillards hébétés, les yeux vitreux abrutis dans le vide. Un peu plus loin, Paddy l'Irlandais, qui en ne peut guérir de son bavardage, enfilait ses jeunes couplets, et ses histoires du pays, que personne n'écoutait; il y avait (*refrandum*) des couples amoureux qui se parlaient tout bas. Et quelle langue! Seigneur! la langue de l'amour au fond de ces immondes lieux écoute! D'autres échangeaient à l'écart des coups de poing silencieux; d'autres encore dormaient vautrés en travers du chemin. La jolie Molly, semblable au tonneau des Danaïdes, essayait en vain de remplir de vin cette insatiable ou terre en pourraient en se chanson sinistre.

Il y avait longtemps qu'on ne s'était si bien diverti au Sharper's!

—La joyeuse Angleterre pour toujours! dit le gentilhomme. Ned qui regardait ce tableau avec attendrissement, dans ses rêveurs de France, d'où avais besoin de me rechauffer le cœur.

Oui, oui, répondit Saunie, le juge bamboche, il n'y a que Londres encore pour se divertir honnêtement entre camarades.....Avez vous vu les vieilles mains de Paris, maître Ned? Je vous le dis, elles hausse les épaules avec un souverain mépris.

—La misère! murmura-t-il. La police a le droit de se promener partout.

Saunie ouvrit de grands yeux étonnés, comme si on lui eût par 6 de quelque barbare coutume de l'empire chinois.

—La police partout! répéta-t-il. Mais comment font les camarades?

—La misère! répéta Ned à son tour. Les Français ne sont pas des hommes, tu sais bien J'en ai bœuf qua re à moi tout seul, sans lâcher le parapluie de ma jolie Molly que j'avais sous le bras.....et Moll avait la tête au-dessus de tous leurs soldats.....La misère!..... Leur vin est plus faible que notre petite aie, leur brandy est pâle comme l'eau de la Tamise; leur viande ne saigne pas sur la table: vous croisez cent hommes dans la rue sans voir une seule joue gonflée par une bonne chique, et quand ma douce Molly allumait sa pipe dans leurs taverne, toutes leurs femelles de singe riaient et se bouchaient le nez.....La misère!..... si une fois Londres était bien connu sur le continent, il ne resterait pas un seul Parisien dans Paris!.....

Mais nous ne sommes pas ici pour causer, vieille main..... Si le prix des témoins ne me convient pas, il me faut le coup d'aller jusqu'au *spirit shop* de l'Inner-Temple.

—Autrex vous bien le cœur de prendre vos témoins dans Inner Temple, maître Ned? se récria Saunie. Les affaires ne vont pas bien, et nous avons besoin de gagner notre vie. Il y a témoins et témoins, vous savez!

—Tu ne sais pas, premier choix; c'est une grande machine. Et je peux bien vous dire que ça serait tant pis pour celui qui nous tromperait.

—Pour qui travaillez vous maintenant, maître Ned?

Le petit clerc tourna vers lui son œil clignotant et goguenard.

—Si on te le demande, vieille main, répliquait-il, je te charge expressément de répondre que tu n'en sais rien.

—Cela suffit, cela suffit, M. Knob! grommela le juge bamboche. Chacun a ses affaires. C'était seulement pour savoir des nouvelles de Noll Green, notre boxeur, et de l'avoient d'ale, Dick de Lochaber, qui sont pour sûr là dedans.

Ned baissa les yeux, et les rides de son front se creusèrent.

—Ils sont fixés en France tous deux, murmura-t-il.

—On ne les a pas revus depuis les deux coups de sifflet, reprit Saunie; vous savez, le soir où vous nous avez lu même l'histoire de Jean Diable le Quaker..... Tout de même Gregory Temple a été noyé du coup!

Le petit clerc sembla secouer une préoccupation importune et dit brusquement:

—Tout cela est vieux comme Hérode, mon homme! Jean Diable est loin..... Dick et Noll aussi; Gregory Temple vivait avant le déluge. Il n'y a ici que Moll, qui sois devoue un gentleman et qui veux être bien servi parce que je paie comptant. Que le travaille pour autrui ou que je sois maître dans la boutique, cela ne te regarde point..... As tu des témoins, oui ou non?

—Oui, pardieu! s'écria Saunie. Plutôt dix que cinq, et plutôt cent que dix. Mais vous avez été dans la partie, maître Ned, et vous savez.....

—Je sais que tu marchandes comme un maquignon, l'ami! Dis ton prix: j'accepterai ou je refuserai

—Dites plutôt le votre, maître Ned, repartit le juge bamboche. Il y a des témoins et témoins.....pour le *Hundred*, ou on trouve à six shellings, c'est évident.....et pour un procès civil à la cour des plaids communs, je me chu gerais bien de vous en fournir six à une livre la pièce, des Irlandais, s'entend; deux livres s'il vous faut des Ecossais, quatre livres si vous exigez de vrais Anglais.. Mais au criminel..! vous comprenez pourtant bien cela, maître Ned, on n'aime pas à mourir le cou de sa bouche devant le Shérif.

—Il s'agit des assises, interrompit l'ancien clerc.

—Seigneur Dieu! se récria Saunie. Et vous avez parlé de trente livres pour une demi-douzaine! Si le vieux Peter Duck d'Inner-Temple vous les fournit à Votre Honneur à cette taux-là, je crois que vous ferez bien de topper les assises, Seigneur Dieu!

Le gentilhomme Ned sourit parce qu'on lui avait dit Votre Honneur.

Mais ce fut tout. Sous sa vanité d'enfant il y avait une habileté vraie. Celui qui l'avait choisi savait ce qu'il faisait et jugeait les hommes d'un coup d'œil. Ned ne mentait pas quand il disait que Moll y elle-même ne connaissait pas son secret.

—Mon vieux Saunie, reprit-il, pour trente livres j'emmènerais au tribunal toute l'aimable société qui nous entoure, avec Jenny Paddock parderesse le marché, quoiqu'elle soit riche comme Crésus. Jenny n'obtint trois schellings, quand j'étais employé à l'office de M. Wood, et son témoignage valait celui de trois hommes parce que les juges s'amusaient à la mesurer Une fois elle enleva un juré qui avait une moustre de soixante livres..... Combien demandes tu par tête de tes bétail pour témoigner devant les assises?

—Quel genre d'affaire?

—Une affaire grave.

—Un vol?

—Un meurtre.

Saunie secoua la tête d'un air sérieusement embarrassé.

—Il faut pour cela des *maiden chickens* dit-il

Les *maiden chickens* [poulets vierges] sont proprement l'opposé des *old-hands* ou vieilles mains. On appelle ainsi dans la langue savante des voleurs de Londres les rares praticiens qui n'ont jamais eu malice à partir avec la justice, et dont par conséquent la personne et le nom sont inconnus aux gens des tribunaux. Les *maiden chickens* sont de placement facile dans toutes les forces aux faux témoins.

Nous pensons bien que qu'il n'est sans connaître l'étrange proportion dont joint pendant longtemps en Angleterre cette industrie de faux témoignage, qui, du reste, est bien loin d'avoir atteint dernier mot et l'instant où nous écrivons ces pages. Dans le procès civil des frères partenaires contre la maison Hodgson, May Bury et [illegible] [1821], l'appel au bonc du roi révéla cette circonstance que les solicitors des frères partner avaient reçu 653 livres sterling *pour frais de témoignages*; 653 livres font 16,825 fr. argent de France. Nous livrons le fait aux commentaires, en ajoutant qu'à Londres personne ne s'en est surpris. Dans les années qui suivirent, la justice mit la main sur plusieurs centaines de faux témoins. Mais les forêts qu'on disque ne s'en portent pas plus mal, et la classe intéressante des *libres résidences*, comme ils s'intitulent eux-mêmes, a continué de fortir tout dépendant.

—Eh bien! ami Saunie, réplique le petit clerc, tu nous donneras trois couples de ces poulets vierges. Dis seulement combien la paire.

Le juge bamboche sembla réfléchir.

—La chose satisfait une vieille main! demanda-t-il enfin après quelques minutes de silence.

—Non; l'accusé est lui même tout ce qu'il y a de plus *maiden-chicken*.

—Alors il a tue par imprudence!

—Non..... par prudence.

—A la suite d'une rixe, peut-être?

—Non, de parfait sang-froid.

—Pour voler!

—Il n'a rien volé.

—Parce qu'il n'a pas pu?

—Parce qu'il n'a pas voulu.

—Alors pourquoi le meurtre?

—Les fantaisies du cœur, ami Saunie, nous n'avons pas à traiter cette questions tous deux.

—Monsieur Knob, réplique le juge bamboche avec une fermeté calme et sérieuse, car en ce moment c'était purement un commerce qui traitait une affaire d'importance, je ne pas de m'apprendre que mes questions sont de rirciet de curiosité.

—C'est pourquoi j'y réponds avec concision et précision, ami Saunie.

—Le prix de mes témoins est régé d'après le danger qu'ils courent.

—C'est trop juste.

—Et il y a de telles circonstances où le danger est si grand que, pour argent ni pour or, nous ne trouvons vu traitant s'y exposer.

—Je comprends cela.

Ici le petit clerc éleva la voix.

—Ne vous enuyez pas, Molly, mon amour! cria t-il. Nous serons à temps pour la seconde entrée du théâtre Olympique, et nous y passerons le rest